



**Préserver notre
sécurité.**

**Renforcer les droits
humains.**

Le 15 mai

OUI à Frontex
Schengen/Dublin

www.frontex-schengen-oui.ch

De quoi s'agit-il ?

Depuis la création de l'espace Schengen, dont la Suisse fait partie, les citoyens et touristes peuvent se déplacer librement. Les contrôles aux frontières extérieures ont été renforcés, avec l'appui de l'agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes Frontex.

La crise migratoire 2015-2016 a montré la nécessité de renforcer le mandat de Frontex. Celle-ci doit pouvoir disposer de moyens financiers et de personnel supplémentaires pour mieux soutenir les douaniers des Etats qui ont des frontières extérieures de l'espace Schengen. Ces moyens supplémentaires permettent aussi d'assurer un meilleur respect des droits humains des migrants.

Sur quoi on vote ?

La contribution annuelle de la Suisse à Frontex passera progressivement de 24 millions à 61 millions en 2027. Notre pays mettra aussi à disposition 39 experts contre en moyenne 6 actuellement.

Le référendum lancé par la gauche ayant abouti, le peuple se prononcera le 15 mai 2022.

Enjeu : notre sécurité et nos relations avec l'Europe

Si la Suisse ne contribue pas à augmenter les moyens de Frontex, **l'accord Schengen prendra *automatiquement* fin 6 mois après (article 7 de l'accord). L'accord Dublin, qui concerne l'asile et est juridiquement lié, subira le même sort.**

Renoncer aux accords Schengen / Dublin aura d'importantes conséquences pour la sécurité et la politique d'asile de notre pays.

Nos relations avec l'Union européenne n'en seront pas améliorées. Il s'agit pourtant, et de loin, de notre premier partenaire commercial.



François Pointet

Conseiller national VD/Vert'libéraux

« La guerre en Ukraine montre à quel point la collaboration et la solidarité dans l'espace Schengen sont importantes. »

Renforcer Frontex est dans l'intérêt des Suisses !

Pour la sécurité en Suisse

La Suisse a tout intérêt à poursuivre l'étroite collaboration entre autorités policières. Cela permet de lutter efficacement contre la criminalité transfrontalière. Comme par exemple :

- braquages et vols
- enlèvements
- terrorisme
- trafic de drogue
- traite d'êtres humains

Chaque jour, entre 40 et 60 personnes potentiellement dangereuses sont signalées aux autorités suisses grâce à la banque de données européenne (SIS). Ce ne serait pas possible sans l'accord Schengen, dont l'agence Frontex fait partie intégrante.



Frédéric Favre
Conseiller d'Etat VS/PLR

« Nos forces de police ont vraiment besoin d'un accès direct au système d'information Schengen pour assurer la sécurité de notre pays. »

L'espace de sécurité Schengen :
26 pays dont la Suisse



EXEMPLES D'ACTIVITÉS CRIMINELLES RÉSOLUES, GRÂCE À SCHENGEN

- ✓ En 2017, le frère de l'auteur de l'attentat islamiste de Marseille est empêché d'entrer en Suisse et arrêté grâce aux informations de la base de données SIS.
- ✓ Un père kidnappe ses deux enfants. La police cantonale en est informée et lance un signalement SIS. Moins de 12 heures plus tard, il est arrêté à l'aéroport de Munich peu avant son départ pour le Canada.

Pour la liberté de voyager, sans tracasseries

Depuis 2009, les Suisses peuvent voyager librement en Europe. Plus besoin de présenter le passeport et de faire de longues files d'attente aux frontières ou à l'aéroport. Les douaniers peuvent se concentrer sur les contrôles nécessaires à la sécurité.

Grâce au visa unique, les touristes extra-européens peuvent, eux aussi, se déplacer au sein de l'espace Schengen. Cela les incite à visiter notre pays. C'est bien pour le tourisme suisse, l'hôtellerie-restauration et les commerces.



Andreas Züllig
Président HotellerieSuisse

« Sans visa unique, beaucoup de touristes non européens renonceraient à venir en Suisse, d'autant que la plupart n'y restent que quelques jours. »

Pour une politique de l'asile efficace et maîtrisée

La Suisse fait partie du dispositif d'asile Dublin. Les migrants dont la demande a été rejetée par un État associé ne peuvent pas déposer une demande en Suisse et sont renvoyés dans cet État. Sans cet accord, il faut s'attendre à une importante hausse des requêtes à examiner et des coûts supplémentaires jusqu'à 1,3 milliards de francs par an.



Jean-Pierre Grin
Conseiller national VD/UDC

« Gardons accès au Système d'information Schengen (SIS). Sortir de Dublin en ce moment n'est pas judicieux. Il y a un risque d'appel d'air pour tous les migrants. Nous devons pouvoir maîtriser la situation. »

En votant OUI le 15 mai, la Suisse préserve une politique d'asile maîtrisée, tout en gardant une nécessaire marge de manœuvre pour faire preuve de solidarité, comme c'est le cas avec les Ukrainiens.

Pour un meilleur respect des droits humains

La protection des droits fondamentaux est au cœur du renforcement de Frontex

Lors de certaines opérations impliquant des migrants, les droits de l'homme n'ont pas été suffisamment bien respectés par des États chargés du contrôle des frontières extérieures de l'espace Schengen.

Renforcer les moyens de Frontex est nécessaire : 40 observateurs indépendants, dont 2 Suisses, surveilleront le travail de Frontex et documenteront les éventuelles violations des droits fondamentaux. La Suisse doit y contribuer, et ainsi prendre ses responsabilités.



Isabelle Chassot
Conseillère aux États - FR/Le Centre

« La protection des frontières et le respect des droits des migrants sont indissociables. C'est pourquoi la Suisse doit continuer à s'engager. »

Ce n'est pas en se retirant de Frontex que la Suisse améliorera le respect des droits humains, au contraire. Avec deux sièges au Conseil d'administration de Frontex, la Suisse exerce une importante influence.

Exemples des missions de Frontex

- Les agents de Frontex sont formés à identifier les personnes vulnérables, susceptibles de faire l'objet d'abus et de la traite d'êtres humains.
- Dans le cadre de la guerre en Ukraine, ils aident les autorités des pays voisins pour qu'aucun mineur ne soit séparé de ses parents lorsqu'il fuit la guerre. Une mère a ainsi pu retrouver ses deux enfants. Frontex a aussi contribué à organiser des vols humanitaires de rapatriement.

En bref

Augmenter les moyens de l'agence Frontex est dans l'intérêt des Suisses !

- ✓ **Renforcer les frontières extérieures de l'espace Schengen pour assurer la sécurité en Suisse.**
- ✓ **Garantir le respect des droits fondamentaux des migrants.**
- ✓ **Combattre la criminalité internationale, grâce à une coopération policière transfrontalière efficace.**

En cas de NON le 15 mai, les Suisses se privent des accords Schengen/Dublin avec comme conséquences :

- **Augmentation de la criminalité dans notre pays** sans une étroite collaboration avec les polices de l'espace Schengen.
- **Fin de la liberté de voyager sans tracasseries pour les citoyens suisses.**
- **Important afflux de migrants dans notre pays.**
- **Baisse du tourisme en Suisse**, due à la suppression du visa unique Schengen.

Ils vous recommandent de voter OUI

Le Conseil fédéral, le Parlement, le PLR, Le Centre, les Vert'libéraux, le PEV, certaines sections de l'UDC, les associations économiques et touristiques, Operation Libero et bien d'autres.